

*A l'occasion du centenaire de la Révolution russe, nous publions en feuilleton – tout au long de l'année – la biographie politique que le théoricien et militant marxiste Tony Cliff a consacrée à Lénine (traduite par Jean-Marie Guerlin). Le premier volume de cette biographie s'intitule Construire le parti.*

Lire le premier chapitre ici : [« Lénine devient marxiste »](#).

Le deuxième chapitre : [« Du cercle d'étude marxiste au mouvement gréviste »](#).

Le troisième chapitre : [« Vers la construction du parti »](#).

Le quatrième chapitre : [« Que faire ? »](#).

Le cinquième chapitre : [« Le congrès de 1903 : naissance du bolchevisme »](#).

## Chapitre 6 – La lutte contre les libéraux

Quand on insulte un libéral, il s'écrie : Dieu merci, ils ne m'ont pas frappé !  
Quand on le frappe, il remercie encore la Providence de n'avoir pas été tué. Et  
quand on le tue, il remercie le Ciel d'avoir délivré son âme immortelle d'une  
dépouille périssable. [\[1\]](#)

Les 8 et 9 février 1904, la guerre éclata entre la Russie et le Japon. Une de ses motivations était de permettre au gouvernement d'utiliser l'hystérie guerrière contre les troubles révolutionnaires. Le premier ministre [Plehve](#)[\[2\]](#) disait même : « Pour retenir la révolution, nous avons besoin d'une petite guerre victorieuse ».<sup>[3]</sup>

Les libéraux étaient tout à fait disposés à jouer le jeu du tsar. Leur réaction immédiate fut le patriotisme. Dans [Osvobojdiénié](#), le journal publié à l'étranger par les libéraux, [Strouvé](#), désormais libéral convaincu, suggéra le slogan : « Vive l'armée »! Lorsque les Japonais eurent démontré leur supériorité militaire aussi bien sur terre que sur mer, le patriotisme des libéraux s'affaiblit quelque peu, et ils devinrent modérément oppositionnels. Cette attitude s'accrut lorsque les Japonais furent vainqueurs à la bataille de Liaoyang en juillet, et qu'il fut clair que les Russes n'allaient pas gagner la guerre, et que le gouvernement était à l'évidence dans une impasse. C'est alors que les courageux dirigeants de la petite noblesse et des classes moyennes donnèrent toute leur mesure. [L'Osvobojdiénié](#) écrivit : « L'occupation de la Mandchourie et l'accès à la mer étaient sur le plan économique une absurdité pour la Russie. »<sup>[4]</sup> Leur attitude envers la guerre devint défaitiste. La défaite pouvait affaiblir le tsar et amener l'autocratie à faire des compromis. « Les Japonais, » disait un libéral russe, « n'entreront pas au Kremlin, les Russes si ».<sup>[5]</sup>

Prenant de l'assurance, les libéraux lancèrent une campagne, utilisant les organes locaux de gouvernement autonome, les *zemstvos*, comme plateforme. Là, ils donnèrent libre cours à leurs doléances et firent le projet d'une conférence nationale des délégués des *zemstvos*. La conférence fut tenue en novembre, et fut suivie de banquets de propriétaires, industriels, professeurs, avocats, médecins, économistes, etc. appartenant au parti libéral. Des discours interminables furent prononcés, des plans de réforme constitutionnelle discutés, des protestations étalées au grand jour. Il serait intéressant de savoir si le but

était de renverser le tsarisme ou de marchander avec lui.

Les mencheviks étaient euphorisés par ces banquets, et leur politique consista à appeler les travailleurs à soutenir les libéraux, entretenant leur courage tout en les gardant de toute action extrême pour ne pas effrayer ceux-ci.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> novembre 1904, le rédacteur en chef de l'*Iskra* envoya une lettre [citée et soulignée par Lénine] à toutes les organisations du parti :

« ... Dans la personne des Zemstvos et Doumas libérales nous sommes confrontés à des ennemis de notre ennemi, qui ne sont pas, cependant disposés ou capables d'aller aussi loin dans la lutte qu'il est nécessaire pour les intérêts du prolétariat. Mais en se déclarant ouvertement contre l'absolutisme et en lui présentant des revendications qui visent son anéantissement, par cela même il se montrent être nos alliés... dans le cadre de la lutte contre l'absolutisme, et précisément dans la phase actuelle de cette lutte, notre attitude envers la bourgeoisie libérale est déterminée par la tâche qui nous incombe de l'enhardir et de l'inciter à se rallier aux revendications que formulera (qu'a formulées ?) le prolétariat dirigé par la social-démocratie. »

« ... nous commettrions une erreur fatale si nous nous proposons d'obliger, dès à présent, par d'énergiques mesures d'intimidation, les zemstvos ou d'autres organes de l'opposition bourgeoise à prendre, sous l'influence de la panique, l'engagement formel de présenter nos revendications au gouvernement. Une semblable tactique compromettrait la social-démocratie, car elle ferait de toute notre campagne politique un levier de la réaction. »<sup>[6]</sup>

A la suite de cette déclaration, [Axelrod](#), l'un des plus importants dirigeants mencheviks, suggéra des tactiques de campagne : « On devait s'efforcer ... »

« ... de mettre les masses directement en contact avec les assemblées de zemstvos, de concentrer la manifestation devant l'édifice où siègent les membres du zemstvo. Une partie des manifestants pénètre dans la salle des séances pour, au moment opportun, par l'intermédiaire de l'orateur mandaté à cet effet, demander à l'assemblée (...) l'autorisation de donner lecture d'une déclaration des ouvriers. En cas de refus, l'orateur proteste hautement contre ce refus d'une assemblée qui parle au nom du peuple d'entendre la voix des représentants authentiques de ce même peuple. »

« ... Il appartiendra à la commission exécutive de prendre à l'avance des mesures pour que l'apparition de plusieurs milliers d'ouvriers devant l'édifice où siègent les membres du zemstvo, et de plusieurs dizaines ou centaines d'ouvriers dans l'édifice même, n'inspire pas aux membres des zemstvos une terreur panique ( !!) qui pourrait les inciter à se jeter sous la déshonorante protection des policiers et des cosaques, transformant ainsi une paisible manifestation en une bagarre scandaleuse, en un massacre barbare, et en en faussant ainsi le sens... »<sup>[7]</sup>

Le porte-parole du menchevisme, [Martynov](#), dans sa brochure *Deux dictatures* (1904),

exprimait en termes semblables le raisonnement à l'œuvre derrière cette attitude :

La révolution à venir sera une révolution bourgeoise, et cela signifie... qu'elle mettra au bout du compte en place, dans une mesure plus ou moins grande, le pouvoir de toutes ou de certaines des classes bourgeoises... Si tel est le cas, il est clair que la révolution à venir ne peut réaliser aucune forme politique contre la volonté de l'ensemble de la bourgeoisie, car celle-ci sera le maître de demain. S'il en est ainsi, suivre une voie consistant à simplement effrayer la majorité des éléments bourgeois ne pourrait aboutir pour la lutte du prolétariat qu'à un seul résultat — la restauration de l'absolutisme dans sa forme originale.

Le but des révolutionnaires, par conséquent, résidait dans l'action de « que la « base » plus démocratique de la société contraigne son « sommet » à *accepter* de mener la révolution bourgeoise à sa conclusions logique. »<sup>[8]</sup>

Le journal menchevik [lskra](#) considérait à l'époque la société russe et les tâches des travailleurs de la façon suivante :

Si l'on considère l'arène de la lutte politique, que voit-on ? Deux forces seulement : l'autocratie tsariste et la bourgeoisie libérale, qui s'est organisée et a maintenant une influence considérable. La classe ouvrière est disséminée et ne peut rien faire ; comme force autonome nous n'existons pas, et c'est pourquoi nous devons soutenir, encourager la bourgeoisie libérale et ne l'effrayer en aucun cas par des revendications purement prolétariennes.<sup>[9]</sup>

Plékhanov, faisant écho à la même idée, écrivait en 1905 :

La sympathie de la « société » est très importante pour nous et nous pouvons — ou plus exactement nous avons de grandes chances de — la gagner sans changer un iota de notre programme. Mais bien sûr, cela demande du tact pour transformer cette possibilité en réalité, et c'est ce que nous n'avons pas toujours possédé.

Et donc les intérêts des libéraux les « forceraient » véritablement à « agir de façon conjointe avec les socialistes contre le gouvernement, » parce qu'ils cesseraient de trouver dans les publications révolutionnaires la conviction que le renversement de l'absolutisme serait le signal d'une révolution sociale en Russie.<sup>[10]</sup>

Pas un article de Plékhanov ou presque ne paraissait sans qu'il n'accable les bolcheviks pour leur manque de tact. En fait, il écrivit toute une série d'articles collectivement intitulés *Lettres sur la tactique et l'absence de tact*.<sup>[11]</sup>

Complètement à l'opposé, Lénine dénonçait sans relâche la bourgeoisie libérale russe comme une force contre-révolutionnaire. Sur la campagne tactique de Martynov à l'assemblée des zemstvos, il écrivait avec mépris, en novembre 1904 :

Belle définition des tâches d'un parti ouvrier, en vérité! A un moment où se dessinent à nos yeux avec une parfaite netteté la possibilité et la probabilité d'une alliance des membres des zemstvos modérés et du gouvernement pour combattre le prolétariat révolutionnaire (...), notre tâche se « ramènerait » non à décupler l'énergie de la lutte contre le gouvernement mais à élaborer les conditions casuistiques d'un accord avec les libéraux en vue d'un soutien réciproque.<sup>[12]</sup>

Si nous pouvons organiser une imposante manifestation ouvrière de masse dans la salle de l'assemblée des zemstvos, nous n'y manquerons naturellement pas (bien qu'au cas où nous disposerions de forces pour une manifestation de masse, il vaille beaucoup mieux les « concentrer » non « devant l'édifice » où siège le zemstvo, mais devant les locaux de la police, de la gendarmerie ou de la censure). Mais rien n'est plus comique que de se laisser guider à ce propos par des considérations sur la terreur panique des membres des zemstvos, de mener des pourparlers à ce sujet.<sup>[13]</sup>

Ce qu'il faut ici, ce ne sont pas des « pourparlers », mais d'une préparation effective des forces ; non pas une action sur les membres des zemstvos, mais précisément une action sur le gouvernement et ses agents.<sup>[14]</sup>

Il ne mâchait pas ses mots dans son analyse franche et carrée des raisons pour lesquelles les libéraux prouveraient leur nature réactionnaire.

L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est chez nous beaucoup plus profond qu'il ne l'était en 1789, 1848, 1871 ; aussi la bourgeoisie craindra-t-elle davantage la révolution prolétarienne et se jettera-t-elle plus vite dans les bras de la réaction.<sup>[15]</sup>

Mais la bourgeoisie considérée dans son ensemble est inapte à une lutte décisive contre l'autocratie ; elle craint d'y perdre la propriété qui l'attache à la société existante ; elle craint les actions par trop révolutionnaires des ouvriers, qui ne s'arrêteront pas à la seule révolution démocratique, mais aspireront à une révolution socialiste ; elle craint de rompre entièrement avec les hauts fonctionnaires, avec la bureaucratie dont les intérêts se rattachent à ceux des classes possédantes par des milliers de liens. Aussi, la lutte de la bourgeoisie pour la liberté se distingue-t-elle par son caractère timide, équivoque et inconséquent.<sup>[16]</sup>

L'Assemblée constituante du peuple entier aura précisément assez de force pour obliger le tsar à accorder une constitution, mais ne peut ni ne doit (du point de vue des intérêts de la bourgeoisie) en avoir davantage. Elle est seulement destinée à équilibrer la monarchie et non à la renverser, elle doit laisser les instruments matériels du pouvoir (l'armée, etc.) entre les mains de la monarchie.<sup>[17]</sup>

La réalité de la Révolution de 1905 démontra encore plus clairement la banqueroute de la bourgeoisie libérale, en particulier sur la question qui était cruciale pour la grande majorité de la population russe : la question agraire. Les libéraux étaient contre l'expropriation des

grands propriétaires. Leur parti, les cadets, soutenaient la distribution des terres de la couronne et des monastères parmi les paysans, mais ne consentait à l'expropriation des domaines qu'à la condition qu'une indemnité honnête soit versée aux propriétaires.<sup>[18]</sup>

Les cadets étaient, en fait, largement représentatifs de la classe des propriétaires terriens. Lénine citait des preuves à l'appui de ce fait :

Les cadets sont le parti des bourgeois libéraux, des propriétaires fonciers libéraux, des intellectuels bourgeois. Si (...) a des doutes quant à la réalité d'un état d'esprit de propriétaires fonciers parmi les cadets, nous attirerons son attention sur deux faits : 1° sur la composition du groupe cadet à la première Douma, (...); 2° sur le projet agraire des cadets qui est au fond le plan d'un propriétaire foncier capitaliste.<sup>[19]</sup>

Sur le premier point, les faits s'établissent ainsi qu'il suit :

... des 153 cadets de la première Douma, 92 appartenaient à la noblesse. Parmi ceux-ci, trois possédaient des domaines de 5.000 à 10.000 déciatines (1\*); huit possédaient des domaines de 2.000 à 5.000 déciatines; huit possédaient des domaines de 1.000 à 2.000 déciatines; et 30 possédaient des terres de 500 à 1.000 déciatines. Ainsi un tiers des députés cadets étaient-ils de grands propriétaires fonciers.<sup>[20]</sup>

Sur le projet agraire des cadets, Lénine disait :

[II] est, au fond, le plan d'un propriétaire foncier capitaliste. Le rachat de la terre, la transformation du paysan en Knecht, la constitution de commissions agraires locales où propriétaires fonciers et paysans seraient également représentés sous la présidence de représentants du gouvernement, tout cela montre très clairement que la politique des cadets en ce qui concerne le problème agraire est celle du maintien de la propriété foncière en l'épurant de quelques traits féodaux et en ruinant le paysan par le rachat et l'asservissement aux fonctionnaires.<sup>[21]</sup>

Stolypine<sup>[22]</sup> et les cadets n'étaient pas d'accord sur l'importance des concessions et sur les moyens (sommaires ou plus sophistiqués) par lesquels les réformes devaient être mises en place. Ils soutenaient les réformes, c'est-à-dire qu'ils soutenaient la préservation de la domination des propriétaires au moyen de concessions faites aux paysans.<sup>[23]</sup>

Quelques années plus tard, en mars 1908, Lénine montrait, dans un article intitulé *A propos de la « nature » de la révolution russe*, que l'expérience avait révélé le contenu contre-révolutionnaire de l'attitude des libéraux sur la question paysanne :

Au début de 1906, avant la première Douma, M. Strouvé écrivait : « Le paysan à la Douma sera cadet »... le journal [monarchiste] (...) assurait en effet que le secours viendrait du moujik, c'est-à-dire qu'une grande partie des représentants

paysans se montrerait favorable à l'autocratie. En ce temps-là (...) ce genre d'opinion était si répandu... Mais dès la première Douma, les illusions des monarchistes aussi bien que celles des libéraux ont été complètement dissipées. Le moujik le plus ignorant, le plus arriéré, le plus vierge politiquement, le plus inorganisé s'est trouvé infiniment plus à gauche que les cadets.<sup>[24]</sup>

Il concluait :

La signification historique de la première phase de la révolution russe peut être résumée ainsi : le libéralisme a d'ores et déjà fait la preuve définitive de son caractère contre-révolutionnaire, de son incapacité à prendre la tête de la révolution paysanne ; la paysannerie ne comprend pas encore tout à fait qu'elle ne peut remporter une victoire véritable que si elle prend la voie républicaine et révolutionnaire, sous la direction du prolétariat socialiste.<sup>[25]</sup>

### **Le libéralisme montre sa véritable nature**

Pendant la révolution de 1905, l'orientation politique des libéraux était plutôt erratique. Ils avançaient et reculaient, leur ardeur révolutionnaire refroidissant à mesure que la révolution progressait, attirant des millions d'ouvriers et de paysans dans la lutte politique et sociale.

Au commencement de la révolution, Strouvé écrivait : « Tout libéral sincère et réfléchi de Russie exige une révolution. »<sup>[26]</sup> Son parti, les cadets, et en fait la majorité des employeurs, sympathisaient même avec la grève générale révolutionnaire, que les ouvriers utilisaient comme une arme contre le tsarisme. Khroustalev-Nossar, alors président du Soviet de Pétrograd, a écrit :

Pendant la grève d'octobre, les capitalistes non seulement ne mirent aucun obstacle aux meetings des ouvriers dans les usines, mais payèrent à la majorité des ouvriers la moitié des salaires pendant la période de grève ; dans certaines entreprises, ils payèrent même la totalité des salaires. Personne ne fut licencié pour fait de grève. A l'usine Poutilov et dans d'autres usines, l'administration de l'usine paya la totalité du salaire des délégués pour les journées où ils assistèrent aux réunions du soviet. L'administration de l'usine Oboukhov mit avec obligeance le bateau à vapeur de l'usine à la disposition des délégués du soviet lorsqu'ils se rendaient en ville.<sup>[27]</sup>

L'éditorialiste de *Pravo*, le principal organe de ceux qui devaient bientôt former le parti cadet, déclarait : « La première grève restera une page lumineuse dans l'histoire du mouvement de libération, un monument au grand mérite de la classe ouvrière dans la lutte pour l'émancipation politique et sociale du peuple. »<sup>[28]</sup> Dans la même veine, une résolution du congrès de fondation des cadets affirmait :

Les revendications des grévistes, telles qu'ils les ont eux-mêmes formulées, sont

essentiellement limitées à la mise en place immédiate des libertés fondamentales, la libre élection des représentants du peuple à une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret, et d'une amnistie politique générale. Il ne fait pas le moindre doute que ces revendications sont identiques à celles du Parti Constitutionnel-Démocrate [KD = cadet]. Etant donnée cet accord sur les buts, le congrès de fondation du Parti Constitutionnel-Démocrate considère de son devoir d'exprimer sa solidarité complète avec le mouvement de grève. A leur propre place et à l'aide des méthodes accessibles au parti, ses membres s'efforcent d'accomplir les mêmes tâches, et, comme tous les autres groupes participant à la lutte ont rejeté avec force l'idée d'atteindre leurs objectifs au moyen de négociations avec le pouvoir gouvernemental.<sup>[29]</sup>

Mais cette sympathie pour les ouvriers révolutionnaires s'évapora rapidement. Il devint bientôt clair qu'il ne pouvait y avoir de séparation entre les revendications anti-tsaristes des travailleurs et leur lutte pour améliorer leurs conditions d'existence en opposition avec les intérêts des employeurs. Les ouvriers qui participèrent à la grève générale contre le tsar en octobre 1905 prirent une telle assurance dans leur propre puissance qu'un mois plus tard les éléments les plus avancées d'entre eux, les ouvriers de Saint-Pétersbourg, se mirent en grève pour la journée de huit heures. Cela mettait clairement en danger les poches des employeurs, et ils réagirent immédiatement. Les ouvriers en grève subirent un brutal lock-out. En novembre, à Saint-Pétersbourg, 72 usines employant 110.000 salariés furent fermées ; à Moscou, 23 usines, avec 58.634 ouvriers ; dans d'autres villes, le tableau était semblable<sup>[30]</sup>. Mal organisés, les travailleurs furent battus dans cet affrontement avec les capitalistes, leurs alliés anti-tsaristes de la veille.

Désormais tous les politiciens bourgeois montraient leur animosité envers les ouvriers et leur peur des grèves. Là où auparavant la grève était célébrée, elle était maintenant appelée par le dirigeant cadet [Milioukov](#) « un crime, un crime contre la révolution. »<sup>[31]</sup>

Strouvé, qui au début de 1905 avait appelé à la révolution, écrivait désormais : « L'anarchie pernicieuse de la révolution russe est démontrée très clairement par le fait qu'elle désorganise beaucoup plus qu'elle n'organise le pays, aussi bien qu'elle-même. »<sup>[32]</sup> La bourgeoisie se montra dès lors beaucoup plus effrayée par les ouvriers révolutionnaires que par le tsarisme contre-révolutionnaire.

Comme les cadets s'opposaient à la lutte révolutionnaire, leur tentative de résoudre la question brûlante du moment — la question de la terre — fut réduite à rien. En mars 1905, Strouvé écrivit :

L'opposition russe, étant non seulement démocratique, mais aussi constitutionnelle-moderée, doit à l'heure présente prendre comme point de départ le fait que la révolution agraire a déjà commencé dans le pays. Dans ce cas, la seule tactique intelligente, à tous points de vue, est de s'emparer de la révolution dès son début et, reconnaissant la nature juste de cette révolution, la diriger vers le canal de la réforme sociale légale<sup>[33]</sup>.

Le programme adopté au congrès de fondation du parti cadet comportait la revendication d'une assemblée constituante (article 13), et la monarchie n'était pas du tout mentionnée.

Mais le congrès de janvier 1906 changea l'article 13, le remplaçant par la revendication d'une « monarchie constitutionnelle et parlementaire. » Les cadets démontrèrent, comme Lénine l'avait prévu, qu'ils n'étaient pas de la même étoffe que [Robespierre](#) et les Jacobins, ou Cromwell et ses Côtes de Fer.

## Conclusion

La haine de Lénine pour les libéraux s'était gravée dans son âme au cours de sa jeunesse. [Kroupskaïa](#) raconte :

Vladimir Ilitch me raconta un jour comment la « société » s'était comportée lors de l'arrestation de [son frère aîné](#). La famille des Oulianov se vit abandonner par tous ses amis ; même le vieil instituteur, qui venait le soir faire sa partie d'échecs, cessa ses visites. A cette époque, il n'y avait pas encore de chemin de fer à Simbirsk, et la mère de Vladimir Ilitch devait prendre la diligence jusqu'à Syzrane pour se rendre à Piter où son fils était incarcéré. On envoya Vladimir Ilitch à la recherche d'un compagnon de route pour elle, personne ne voulut voyager avec la mère d'un détenu.

D'après Vladimir Ilitch, cette lâcheté générale produisit sur lui une forte impression.

Et cette impression de sa jeunesse mit indubitablement son empreinte sur les rapports de Vladimir Ilitch avec la « société », avec les libéraux. Il apprit de bonne heure à connaître le prix du verbiage libéral.[\[34\]](#)

Lénine n'oublia pas non plus comment le grand révolutionnaire [Tchernichevsky](#) avait été, à son époque, dégoûté par les libéraux. Tchernichevsky parlait des libéraux des années soixante comme des « *bavards, des vantards et des imbéciles* ». Il percevait clairement leur crainte de la révolution, leur absence de détermination, et leur servilité devant le tsarisme.

## Notes

[\[1\]](#)Lénine, « La dissolution de la Douma et les tâches des sociaux-démocrates », *Œuvres*, vol. 11, p. 403.

[\[2\]](#)En fait Plehve était ministre de l'intérieur (note de la MIA).

[\[3\]](#)Cité in SI Witte, [Воспоминания](#), tome 2, Berlin, 1922, p. 423

[\[4\]](#)D.J. Dallin, *The Rise of Russia in Asia*, London 1950, p. 81.

[\[5\]](#)Cité in B. Pares, *A History of Russia*, London 1937, p. 428.

[\[6\]](#)Cité in Lénine, [La campagne des zemstvos et le plan de l' « Iskra »](#), *Œuvres*, vol.7, p. 524.



[8] Martynov, *Две диктатуры*, Genève 1904.

[9] Cité par G. Zinoviev, *Histoire du Parti Bolchevik*, 1924.

[10] Plekhanov, *Социализм и Политическая Борьба*.

[11] *Письма о тактике и бестактности*.

[12] Lénine, « *La campagne des zemstvos et le plan de l' « Iskra »* », *Œuvres*, vol.7, p. 531,

[13] *ibid.*, p. 535

[14] *ibid.*, p. 535.

[15] Lénine, « Révolution du type de 1789 ou du type de 1848 ? », *Œuvres*, tome 8, p. 257

[16] *ibid.*, pp. 518-519.

[17] *ibid.*, p. 497-498.

[18] Voir D.p. Dolgoroukov et I.I. Piétrunkévitch, eds., *Аграрный вопрос*, Moscou 1905, recueil d'articles sur la question agraire, en particulier M.Ia. Gertsenchtein, Nationalisation de la terre.

[19] Lénine, *Œuvres*, vol.12, p. 188.

[20] *ibid.*, p. 532.

[21] *ibid.*, p. 188.

[22] Le premier ministre du tsar. Le renom de Stolypine est dû essentiellement à la loi de novembre 1906, le produit principal de la contre-révolution victorieuse. Cette loi donnait à une petite minorité de paysans de toutes les communes, même contre la volonté de la majorité, le droit de détacher des terres communales une section qui pouvait être possédée indépendamment. Stolypine décrivait cette politique comme « compter sur les forts », c'est-à-dire attendre des paysans riches qu'ils s'allient avec les grands propriétaires et l'autocratie. « Le contrepoids naturel du principe communal, » disait Stolypine, « est la propriété individuelle. Le petit propriétaire est le noyau sur lequel repose un ordre stable dans l'Etat. » Le but de la législation agraire de Stolypine était de transformer les koulaks en une source nouvelle de soutien social pour l'autocratie dans les campagnes, tout en préservant les grands domaines et détruisant par la force les communes villageoises.

[23] *ibid.*, p. 257.

[24] *ibid.*, vol.15, pp. 17-18.

[25] *ibid.*, p. 18.

[26] Pokrovsky, *op. cit.*, vol.2, p. 148.

[27] *ibid.*, p. 181.

[29] [ibid.](#), p. 246.

[30] S.E. Sef, *Буржуазия в 1905 году*, Moscow-Leningrad 1926, p. 82.

[31] p. N. Milioukov, *Год борьбы. Публицистическая хроника 1905-1906*, Saint-Pétersbourg, 1907, p. 171.

[32] Cité in Sef, op. cit., p. 109.

[33] [ibid.](#), p. 101.

[34] NK Kroupskaïa, [Souvenirs sur Lénine](#).